

la Lettre du Maroc

BULLETIN DU PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE

LE COMBAT DEMOCRATIQUE CONTINUE ...

La position du P.A.D.S vis à vis des élections législatives qui ont eu lieu cet été, a été claire et sans équivoque: le boycott. Cette position est basée sur une analyse précise de la situation concrète: les conditions constitutionnelles, politiques et juridiques ne sont nullement réunies pour permettre des élections libres et transparentes, et asseoir les fondements de la démocratie même dans ses limites bourgeoises les plus étroites. Il s'agit également d'une position d'action, d'un boycott actif permettant la mobilisation de larges couches de notre peuple pour exprimer le rejet d'un scrutin visant à spolier la volonté populaire.

Les événements nous ont largement donné raison. L'opinion publique, y compris les partis politiques qui ont participé aux élections, est unanime pour dénoncer leur caractère truqué et l'intervention directe de l'administration pour prédéterminer leurs résultats. Tous les "élus", qu'ils soient d'obédience gouvernementale ou d'opposition parlementaire, ont bénéficié de la caution du ministère de l'intérieur, de son appui ou de son intervention directe, sans exception...

Des partis gouvernementaux (comme le Parti National Démocratique) ont eux mêmes dénoncé publiquement et le plus officiellement du monde "les résultats des élections du 25 Juillet qui n'ont été ni honnêtes ni transparentes ni démocratiques"... Les partis "d'opposition" se sont accusés mutuellement de bénéficier du soutien de l'exécutif dans cette vaste opération de marchandage et de distribution de quotas. Les uns et les autres escomptaient avoir une meilleure part du gâteau. Mais tous sont désormais partie in-

tégrante de l'ensemble du système de pouvoir visant à camoufler l'autocratie derrière une démocratie factice, dont la fonction principale est de légitimer ce pouvoir au niveau international.

Et si la "victoire de l'opposition" dans ce scrutin à été annoncée par l'exécutif avec éclat et fracas médiatiques, l'arrière plan constitutionnel et juridique a été soigneusement occulté, de même que le fait que le scrutin ne concernait que les 2/3 des sièges au parlement. Le 1/3 restant sera désigné, et soigneusement dosé, soit pour modifier totalement la donne et remettre un parti gouvernemental en tête de course, soit pour exercer des pressions supplémentaires sur les partis "d'opposition" afin qu'ils s'alignent totalement et sans nuance sur la politique économique et sociale en cours.

La préparation de la nouvelle loi de finance va d'ailleurs bon train sous le gouvernement actuel, et celui qui sera "issu du scrutin" n'aura d'autre alternative que de l'appliquer dans le cadre de l'ensemble du plan de restructuration mis en place en collaboration avec le F.M.I. Et si les partis d'opposition parlementaire (y compris les socialistes de l'USFP) se lamentent sur les résultats truqués des élections législatives (tous en les acceptant en même temps) et négocient leur entrée au gouvernement, ils ne le font guère en terme de programme et de politique économique et sociale, mais bel et bien en terme de quotas et de marchandage...

IL est clair en tous les cas pour le peuple marocain, qu'on est encore loin "d'élections libres, honnêtes et transparentes", et que le combat continue pour l'instauration des fondements d'une démocratie réelle, en rupture (par définition) avec l'autocratie et le despotisme. Le boycott de la mascarade du 25 juillet dernier, largement suivi par notre peuple, fait partie de ce combat multiforme et de longue haleine. ■

L'APPEL AU BOYCOTT LARGEMENT SUIVI PAR LE PEUPLE MAROCAIN

Le taux de participation aux élections législatives du 25 juillet dernier a été officiellement de 62,75%. C'est le taux le plus faible depuis 1963, alors même que l'administration n'a pas ménagé ses efforts pour exercer sur les citoyens des pressions de toutes sortes pour les amener à voter. Tous les partis politiques qui ont participé aux élections, sans exception, ont utilisé les méthodes les plus basses pour soudoyer les électeurs et les corrompre, exploitant ainsi la misère des milieux les plus défavorisés.

Le jour du vote, la télévision officielle n'a pas cessé d'inciter les citoyens à voter. Elle annonçait toutes les demi-heures le taux de participation, qui ne dépassait guère 44% à 16 heures. A partir de cette heure, plus aucun chiffre n'a été annoncé, et la durée légale du vote a été prolongée de deux heures... Le soin a été laissé par la suite au ministre de l'intérieur pour annoncer le taux de participation officiel qui a brusquement et miraculeusement grimpé à 62,75%...

Mais une simple lecture des chiffres officiels (en supposant leur véracité), nous fait apparaître les données suivantes:

- Nombre des inscrits: 11 398 987
- Nombre de voix exprimées: 6 222 218
- Bulletins nuls et abstentions: 5 176 769

Le boycott s'est donc largement exprimé soit de façon directe, soit par le nombre impressionnant de bulletins nuls: des milliers d'électeurs ont déposé à la place du bulletin de vote des messages politiques éloquentes, comme les pièces de monnaie indiquant le caractère "vendu" et corrompu du vote, ou encore le tract du P.A.D.S. appelant au boycott

Bref, les chiffres officiels eux mêmes indiquent que seulement 54,6% des inscrits ont participé au vote. Mais si nous tenons compte du nombre d'électeurs (évalué à 2 millions) qui ont boycotté même l'inscription sur les listes électorales

truquées et manipulées, le boycott devient largement majoritaire.

Par ailleurs, l'écrasante majorité des élus l'ont été avec moins de 30% des voix exprimées. Certains avec seulement 10,16% (circonscription de Sbata-Casablanca) ou 12,57 (circonscription de Lagouira).

Le succès de l'appel au boycott lancé par le P.A.D.S. est donc plus que probant. Lors de sa conférence de presse tenue le lendemain du vote, le ministre de l'intérieur s'est employé à nier cette évidence. En réponse à une question concernant le boycott et le P.A.D.S., il a prétendu que ce dernier n'était pas suffisamment connu pour que l'on puisse lui amputer un tel succès. Selon lui la vraie raison de l'ampleur du boycott était due ... "à la sécheresse et à l'exode rural qui s'en ait suivi poussant les paysans massivement vers les villes"... La thèse de la sécheresse étant déjà d'usage pour expliquer la crise économique et sociale, pourquoi ne pas utiliser cet argument de météo pour justifier également la crise politique? Tant il est vrai que le ridicule ne tue plus...

En fait, ces allégations font partie de la désinformation et de la répression dirigées contre notre parti pour tenter d'étouffer sa voix. Des dizaines de ses rassemblements à travers tout le territoire national ont été interdits, sous prétexte que le PADS appelait au boycott, et qu'à ce titre il ne pouvait mener campagne! Drôle de conception de la campagne électorale et de la démocratie!

Notre parti n'avait besoin ni de radio ni de télévision pour faire connaître sa position auprès de notre peuple et de le mobiliser autour du boycott actif, pour dénoncer la falsification de la démocratie et revendiquer ses fondements véritables. Le P.A.D.S. a su s'appuyer sur ses propres moyens et sur ses militants courageux pour imposer sa campagne et sa présence politique populaire incontestable. Il est non seulement "suffisamment connu", mais il a su au fil des années, s'imposer en tant que réalité incontournable. Le ministre de l'intérieur, et tous ceux qui mènent la désinformation contre notre parti, ne peuvent rien contre cette réalité: tout simplement parce que le P.A.D.S. exprime politiquement la volonté et la position de la majorité des électeurs... ■

ANCIENNES ET NOUVELLES METHODES DE FRAUDE ELECTORALE

Admettant implicitement le caractère truqué de toutes les élections précédentes, le pouvoir marocain avait promis que celle du 25 Juillet seront "honnêtes et transparentes".

Rien n'en a été. Non seulement les anciennes méthodes de falsification ont été maintenues, mais elles ont été renforcées par tout un arsenal de moyens sophistiqués visant à généraliser la fraude et la corruption à tous les niveaux. L'objectif étant d'associer tous les partis, gouvernementaux ou d'opposition parlementaire, et tous les candidats, à une vaste opération de truquage dont les résultats ont été soigneusement dosés et programmés à l'avance.

CORROMPRE L'ENSEMBLE DU CORPS ELECTORAL...

Ainsi l'administration ne serait plus seule responsable de la fraude, mais l'ensemble des participants à cette mascarade, qui n'ont d'autre choix que d'être corrompu ou corrupteur... Le corps électoral dans son ensemble ne devait pas échapper au marchandage et à "l'achat de voix", de façon à le gangrener et y instaurer la corruption comme système dominant, à l'instar de tous les autres compartiments de la vie sociale.

Les "élus" des partis "de gauche" ont bénéficié sciemment, d'une façon ou d'une autre de l'intervention de l'administration en leur faveur. Cela ne les empêchera pas de siéger en bonne conscience au futur parlement, ni même de revendiquer la majorité...

L'administration et tous les candidats, "de droite" comme de "gauche" n'ont pas reculé devant les pratiques les plus antidémocratiques. Voici quelques exemples des méthodes utilisées:

- Marchandage public des voix, au vu et su de tout le monde, et selon un système de sur-enchère éhonté.

- Vote sans vérification d'identité

- Signature de P.V. blancs

- Menaces à l'encontre des représentants des candidats au bureau de vote et expulsion des plus récalcitrants,

- Intervention directe de l'administration pour faire élire un candidat,

- Annonce des résultats avant même la fin du décompte des voix, comme dans la circonscription de Haï-El Hassani-Casablanca ou à Chefchaoune: les résultats désirés ont été hâtivement annoncés, alors que 13 communes n'avaient pas encore terminé de voter...

- Enveloppes préparées à l'avance contenant des bulletins en faveur d'un candidat,

- Dans certains bureaux de vote, il n'y avait que des bulletins d'une même couleur et l'on ne pouvait voter que pour un seul candidat,

- Saisies des urnes par les agents de l'autorité (caïds et cheikhs) comme à Sidi Bouatmane, pour les remplacer avec d'autres préalablement préparées et contenant "les bons résultats",

- Annonce officielle de résultats contraires à ceux proclamés par les commissions locales, comme ce fut le cas à Massa où le candidat "d'opposition" BenSaïd (O.A.D.P.) a été officiellement "élu" par l'administration centrale, alors que la commission locale annonçait la victoire d'un autre candidat...

- Cartes d'électeurs falsifiées et distribuées sur le "marché" telle une marchandise dont le prix grimpait au fur et à mesure de l'approche du jour du vote pour atteindre dans certaines circonscriptions 1000 DH. Le même électeur pouvant posséder des dizaines de cartes à revendre au candidat le plus offrant. Rien n'établissant la liaison formelle entre la carte et son détenteur.

- Intervention directe des agents de l'autorité (caïds, cheikhs et mokadems) pour exercer menaces et pressions sur les citoyens et les amener à voter en faveur d'un candidat,

- Utilisation des moyens de l'Etat (les véhicules par exemple) par les candidats gouvernementaux dans la campagne électorale, et pressions exercées sur les fonctionnaires et employés de la fonction publique pour voter en leur faveur,

- Poursuite de la campagne électorale en dehors des limites légales, y compris le jour du vote et à l'intérieur même des bureaux de vote,

- Intervention publique des agents de l'autorité en faveur de candidats des partis de →

→ l'opposition parlementaire toutes tendances confondues, et avec le consentement actif de ces derniers. Les exemples de dirigeants connus de ces partis qui ont bénéficié de l'appui direct et au grand jour de l'administration, sont innombrables: Boucetta (Istiqlal) Belekbir (O.A.D.P.), Chkili (P.P.S.) à Marrakech, Khyari (P.P.S.) à Tamellalet (qui a même bénéficié de locaux mis à sa disposition par les agents du pouvoir), Nadir Yata (P.P.S) à Casablanca....L'égalité devant la fraude était ainsi assurée, l'administration soutenant tantôt le candidat gouvernemental, tantôt celui de l'opposition, selon les schémas et quotas préétablis...

• Dans certaines circonscriptions comme celle de Oued-Zem, ce sont carrément les agents de l'administration (cheikhs et mokadems) qui ont "voté" à la place des citoyens...

• Certains bureaux de vote ont été fermés abusivement dès 15 heures comme à Sidi Bouatmane (le "vote" désiré étant déjà acquis...)

Ces quelques exemples illustrent donc les techniques adoptées afin de diluer, généraliser et banaliser la fraude électorale. Et s'ils peuvent paraître anodins dans leur aspect "terre à terre", ils constituent néanmoins, dans leur totalité et sur le plan des principes, une véritable insulte à la démocratie.

Que le pouvoir absolu ait recours à ces méthodes, comme à l'accoutumé, pour fabriquer un parlement docile, chambre d'enregistrement de ses décisions et de sa politique officielle, cela est dans l'ordre des choses. Mais que les partis d'opposition se disant démocratiques et même communistes participent et acceptent les résultats d'une telle mascarade, voilà qui leur enlève toute crédibilité aux yeux de notre peuple et de l'opinion internationale. ■

**EN PLEINE CAMPAGNE:
ARRESTATION DE MILITANTS
DU P.A.D.S. ET INTERDICTION DE
SES MEETINGS**

Devant l'ampleur de l'écho populaire réservé à l'appel lancé par le P.A.D.S. pour le boycott des élections, et la large campagne de mobilisation qu'il a entamée, les autorités n'ont eu d'autre recours que la répression en plein élections "démocratiques".

Ainsi, durant toute la campagne électorale, les arrestations de militants de notre parti étaient quasi-quotidienne, de même que l'interdiction de ses ras-

semblements et meetings dans plusieurs villes du Maroc. Voici une liste non exhaustive des militants arrêtés:

• *Marrakech:*

- Serhi Ahmed - Ghati Boukrine
- Belkasem Benmoussa - Amzgar Mustapha
- Mouhtani Aziz - Medhoune Hamid
- Nadia Medhoune - Regragui Abderrahim
- Belizi Ahmed

• *Oued-Zem*

- Mazini Larbi - Khalid Taher - Inane Abderrahim
- Tibari Rachid - Abdour Mohamed
- Karaoui Abderrahim - Ould Daouia Mohamed
- El-Asli Mohamed - Jebroune Hassan

• *Mohammadia*

- Talha Saïd - Bellahcen Abdellatif - Khiati Sabbar
- Khadija Sabbar - Ouazrane Hatime

• *Larache / Tanger*

- Riahi El ayachi - Zaïdi Abdellah
- Boubker Mohamed - El Amrani Mohamed
- Mounaouar Abdelouahad - Zaïdi Latifa
- Chentouf Azzédine

• *Ouarzazat / Zagora*

- Boumelik Abdelmajid - Lehabna Taïeb
- Moro Mohamed - Ser Mustapha - Sifi Abderrazak
- Chrifi Ismël - Oufkir Mohamed

• *Berkane*

- Abdelbaki Boubker - Salhi Mohamed
- Lahsini Mimoune - Tahiri Youssef

• *Ifni*

- Natouli Abdellah - Mouhssine Ahmed - Iki Hassan
- Baknder Mohamed - Mejdiri Abdellah

• *Fès*

- Aneflous Mohamed - Kamoune Omar
- Garine Abdelilah - Hamidi Rachid

• *Témara/Rabat*

Arrestation de 16 militants dont 5 membres du secrétariat régional, dans les rues de Témara. Sur ordre du Pacha de la ville, la police secrète les a tous embarqués dans un bus pour les "éloigner" à Rabat...

Ces militants du P.A.D.S., et des dizaines d'autres, ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient légalement l'appel du parti au boycott, et expliquaient cette position aux citoyens. Ils ont subi toutes sortes de violences et de mauvais traitements, avant d'être relâchés à l'issue de la période chaude de la campagne, sans autre forme de procès ni de dédommagement. ■